

RUD-URUNANA

Urunana rw'Abaharanira Ubumwe na Demokarasi
Ralliement pour l'Unité et la Démocratie
Rally for Unity and Democracy

Tel: 001-201-794-6542 /

001-506-461-3919

Email: urunana@optonline.net

url: www.rud-urunana.org

COMMUNIQUE DE PRESSE PP/No. 02/FEB/09

REGROUPEMENT DE KASIKI: VIDE DE REFUGIES RWANDAIS

Comme il avait été indiqué dans notre communiqué PP No1/Feb/09 du 7 Février 2009, nous avons sonné l'alerte d'une imminente opération de certains éléments des FARDC et de l'Armée Rwandaise (RDF) en vue de rapatrier de force les personnes du Congrès National pour la Démocratie (CND), coalition RUD/RPR, regroupées au site de Kasiki (Lubero, Nord-Kivu) depuis le 31 Juillet 2007.

Ceci vient d'être confirmé par les médias locaux dont Radio Okapi qui vient de rapporter que le site de regroupement de Kasiki est vide de ses occupants depuis ce matin. En effet, selon Radio Okapi, la Monuc se serait présentée au site avec des camions de transport pour rapatrier les occupants au Rwanda avant de constater que le camp était vide. Selon les informations dignes de foi qui sont parvenues au CND, la décision de fermer par tous les moyens le site de Kasiki avait été prise malgré les déclarations conciliantes de certaines autorités. Ne connaissant pas la destination de ces réfugiés qui ont été obligés de tout abandonner sur place, il est maintenant de notre devoir de demander au gouvernement congolais et à la Monuc de faire le compte à la Communauté Internationale où sont passées ces personnes y compris des femmes et des enfants qui étaient supposés être sous leur protection.

Il est étrangement regrettable qu'au moment où une délégation des réfugiés venait d'effectuer une visite exploratoire au Rwanda en vue d'envisager un rapatriement sur base individuelle et volontaire conformément aux traités internationaux en la matière, il aurait été décidé de recourir à la force pour contraindre les réfugiés rwandais de retourner au Rwanda. Nous tenons à rappeler au gouvernement congolais et à la Communauté Internationale que sur base du Processus de Kisangani, il était prévu que les réfugiés rwandais qui n'opteraient pas pour le retour seraient relocaliser à des endroits à convenir de commun accord. Il est aussi regrettable que pendant les six mois que ces réfugiés venaient de passer à Kasiki, ni le HCR ni le CICR ne se seraient intéressés sur leur sort.

Notre organisation condamne avec force toute tentative de rapatriement forcé qui ne fera que se traduire en perte massive de vies humaines innocentes tant du côté des réfugiés que des populations locales. En effet, cette utilisation de la force nous rappelle la chasse à l'homme qui s'était abattue sur la région en 1996-1997 dans laquelle plusieurs centaines de milliers de réfugiés rwandais ont été froidement et impunément

massacrés par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et ses alliés sans oublier les multiples victimes au sein de la population congolaise. Les auteurs de ces massacres qui ont été qualifiés d'actes de génocide par les Nations Unies sont bel et bien connus et occupent des postes de haute responsabilité dans les sphères politiques et militaires du régime de Kigali.

Notre organisation reste convaincue que la solution définitive au problème des réfugiés rwandais passe par le Dialogue. C'est pour cette raison que le CND s'était investi de bonne foi dans le Processus de Kisangani. Bien que cette opération se serait traduit par quelques gains politiques immédiats pour certains, il va, cependant, rendre difficile toute solution pacifique et définitive au problème des réfugiés dans la région.

Ainsi, comme il a été fait mention lors des travaux d'évaluation qui viennent de se terminer à Rome sous les auspices de la Communauté Sant'Egidio et d'autres observateurs internationaux, notre organisation réitère la demande faite auprès du Secrétaire Général des Nations Unies de nommer dans les meilleurs délais un Envoyé Spécial chargé spécifiquement de trouver une solution durable au problème des réfugiés rwandais établis en RDC et dans la région. En outre, comme convenu avec le gouvernement congolais lors de cette réunion, que les personnes regroupés à Kasiki obtiennent le statut de réfugiés et que le site de Kisiki et ses environs soit déclaré zone de paix et soit considéré comme tel.

Notre organisation reste cependant disposée à poursuivre toute avenue qui respecte les droits des réfugiés rwandais où qu'ils soient. Elle lance un appel solennel au régime de Kigali d'entamer un Dialogue avec son opposition afin de trouver de manière durable une solution définitive au problème politique rwandais qui est la source principale d'instabilité récurrente dans toute la région.

8 Février 2009

DR. AUGUSTIN DUKUZE
PORTE-PAROLE